

Lundi 11 mai à 11 h

## Réunion du personnel

### « Post signature » du contrat de ville

Le 7 mai, Madame Hidalgo signe avec l'Etat, la Région et les partenaires le contrat de ville qui encadrera pour les 5 ans la « politique de la ville ».

Les agents **syndiqués et non syndiqués** du service en charge de la mise en œuvre de cette mission de service public, **tirent à nouveau la sonnette d'alarme.**

La Politique de la ville et de l'intégration, c'est :

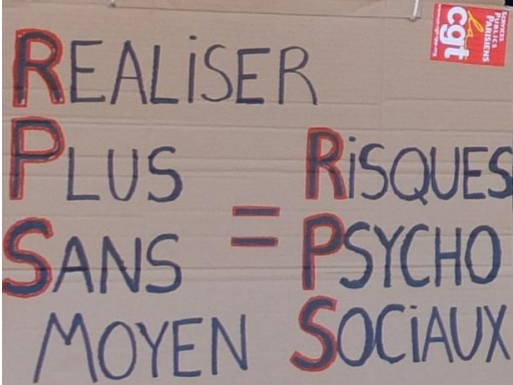
- Un service de 70 agents qui travaillent en partenariat avec services publics, associations et habitant-es pour réduire les inégalités territoriales, lutter contre les discriminations et améliorer la vie dans des quartiers qui vivent particulièrement la violence de la crise économique et sociale,
- Un périmètre d'intervention plus grand avec de nouveaux quartiers prioritaires (NQP) et avec les quartiers en « veille active », soit 43 territoires ;
- Plus de 1300 projets par an menés en partenariat ;
- Toujours plus de dispositifs : Réussite Educative, Gestion Urbaine de Proximité, Projets de Renouvellement Urbain, Ateliers Santé Ville, Accorderie, Voisin'age... et les budgets participatifs ;
- un développement local participatif réaffirmé avec les Conseils Citoyens.



### Les dessous de la politique de la ville

Ce que dit le Contrat de Ville	Les moyens réels
<p><b>Plus d'habitants</b> 339 000 contre 300 000 auparavant</p>	<p>Des moyens financiers identiques côté Ville et un resserrement des financements de l'Etat et de la Région sur les NQP</p> <p><b>Donc moins de moyens, rapportés au nombre d'habitants !</b></p>
<p><b>Plus de quartiers</b></p>	<p>Des équipes en sous-effectif chronique (50 % des équipes ne sont pas au complet aujourd'hui) et une réduction de 4 emplois dans les services supports.</p> <p><b>Depuis 7 jours, un demi-poste en moins dans le 17<sup>ème</sup> car le NQP s'est réduit ?! La ville choisirait elle aussi de réduire son intervention aux seuls NQP... ? Va-t-on s'arrêter au 17<sup>ème</sup> ? ou le 10, 13 seront bientôt concernés par des baisses d'effectifs ? La direction avait prévenu qu'en 2016, il faudra rendre des postes !!!</b></p>

<b>Contrat de Ville</b>	<b>Les moyens réels</b>
<p><b>Plus d'exigence</b> à la participation des habitant-es</p>	<p>Une participation des habitant-es <b>en trompe l'œil</b> : le calendrier du Contrat de Ville et des Projets de territoire ne permet pas d'aller réellement au-devant des habitant-es éloignés des dispositifs de démocratie locale.</p> <p>Les instances de participation comme le conseil citoyens se font chemin faisant avec des échelles d'intervention et une densité trop élevée sans qu'on n'ait bordé les moyens (structure porteuse, aide logistique et matérielle, soutien à l'émergence).</p> <p><b>Dans ces conditions, quelle crédibilité à notre service public et à notre travail de développement local participatif ?</b></p>
<p><b>Plus de droit commun</b></p>	<p>Les moyens de droit commun font les frais du plan d'économie de la Mairie et du gouvernement (mise en œuvre du pacte de responsabilités) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- redéploiement de postes dans les services de la Dases,</li> <li>- suppression de 24 emplois à la Mission locale Paris ;</li> <li>- suppressions prévues de 19 emplois au Centre d'info et de documentation jeunesse, risque de fermeture de 8 CIO,</li> <li>- devenir incertain des ASL, des Maison des Entreprises Emploi...</li> <li>- uniquement deux postes à la Ville pour la Lutte contre les Discriminations et un budget intégration de la ville en baisse.</li> <li>- Et bien d'autres réductions de moyens dans tous les domaines</li> </ul>
<p><b>Des associations reconnues</b></p>	<p><b>Précarisation des associations</b> : des subventions et des aides aux postes de plus en plus instables,</p> <p><b>Affaiblissement des associations locales</b> : un accroissement déraisonné des appels à projet, des mises en concurrence et un refus plus grand de verser des petites subventions.</p> <p><b>Un zonage qui se complexifie</b> alors qu'il était question de rendre plus lisible la politique de la ville : NQP; quartiers réglementaires, quartiers de veille, de veille active,quartiers vécus !Comment savoir aujourd'hui à quoi cela va correspondre dans les faits pour les habitants, les associations, les partenaires ?</p> <p>De nombreuses <b>associations actrices du développement local toujours plus fragiles et toujours plus sollicitées. Or, selon l'élue en charge de la politique de ville rencontrée en mars, Madame Brossel, il faut craindre que 'la zone à risque', sera 2016 pour les associations.</b></p>

<p><b>La déstructuration progressive du service</b></p> <p><b>Une politique publique sans orientation claire,</b> sans priorisation et avec un pilotage à flux tendu</p>	<p><b>Des missions, pourtant essentielles pour le sens et l'efficacité du service public sont fragilisées :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- celle de l'expertise et de la coordination parisienne assurée par les chargés de mission thématique, et de la mission intégration</li> <li>- celle du soutien à l'émergence de projets locaux, innovants et/ou expérimentaux par les EDL,</li> <li>- celle de la réflexion et de l'analyse de notre action par le Pôle Ressources,</li> <li>- celle de la globalité, du parisien et du long terme par notre direction</li> <li>- Celle administrative du service financier, administratif et d'accueil</li> </ul> <p><b>Les équipes sont de plus en plus isolées, les missions de plus en plus segmentées, notre intelligence collective est malmenée, faisant exploser la souffrance et la perte de sens de notre travail.</b></p> <p><b>Quand les agents des services publics sont mis en difficultés sur leurs missions ce sont les usagers et les partenaires qui souffriront in fine du mauvais service rendu.</b></p> 
<p><b>Une restructuration opaque toujours en cours</b></p>	<p><b>Perte de postes</b> dans les fonctions supports, d'un directeur dans le cadre de la fusion au sein de la DDCT. Un redéploiement en cours du nombre d'agents par quartier au regard de la nouvelle géographie, sans transparence. Une déconcentration toujours plus forte, nous menant vers un glissement de la Politique de la ville en direction des mairies d'arrondissement sans centralité....</p>

## La casse de la politique de la ville ? Sans nous !

Les agents se battent régulièrement pour obtenir davantage d'emploi, un travail respecté, et davantage de temps pour bien travailler avec les partenaires : services publics, associations et habitant-es. Après avoir obtenu en amont du conseil municipal du 16 mars des victoires sur des dé-précarisation de collègues et le report du projet de territoire de deux mois (alors que les agents demandaient le report minimum à décembre), les agents **se sont mis en grève le 9 avril à 90 % dans les équipes politique de la ville et à 50 % sur le service ville et intégration.** **Pourtant, le personnel n'a pas été reçu par notre hiérarchie ni par nos élus !** Quand on promet la participation des habitants, comment ne pas accepter la démocratie en interne de son service ?



# **Madame la Maire, j'ai une idée...**

## **Recevez le personnel !!!**

Voici en bref, quelques pistes d'amélioration que les agents souhaitent aborder avec vous :

**1. Plus d'emplois :** Maintien de 3 postes dans le 17, maintien des postes à l'EDL Chapelle et création d'un poste sur le 19 : c'est le minimum ! Sans compter les autres secteurs –comptable...-à renforcer et à dé précariser.

**2. Du temps pour du développement local participatif avec les habitant-es**  
Une révision du calendrier d'adoption des projets de territoire en décembre et même janvier. Engager une formation action continue sur la mobilisation des habitants : la participation des habitants doit être intégrée aux projets de territoire et ne doit pas se limiter à avril -mai.

**3. Un projet de service valorisant les complémentarités de tous-tes**

**4. Des moyens -budgétaires et humains- à la hauteur de votre ambition affichée** pour des quartiers au 'cœur de l'action municipale', pour les services publics, les associations.

**5. Un engagement réel sur la Prévention des Risques Psycho-Sociaux** pour redonner du sens au travail collectif de la politique de la ville. Nous en parlerons aussi au CHS CT de notre direction le 13 mai.

**Si la Maire nous reçoit, nous serons force de propositions sur l'ensemble de ces points**

**Rendez-vous :**

**Réunion du personnel le lundi 11 mai à 11 heures salle  
RDC, 6 rue du département :**

On décidera de modalités de nouvelles actions si besoin.

Nos contacts : [cgt.politiquevilleintegration@us-cgt-spp.org](mailto:cgt.politiquevilleintegration@us-cgt-spp.org); [SYNDICAT-CGT-Cadres@paris.fr](mailto:SYNDICAT-CGT-Cadres@paris.fr)